

**LE JOUR, 1954
12 NOVEMBRE 1954**

PRECISIONS ET CLARTES SUR UN PACTE DU PROCHE-ORIENT

Sur l'éventualité, qui se rapproche, d'un « **Pacte d'assistance collective en Proche-Orient** », il faut revenir dès ce matin. La matière est assez grave pour que les précisions les plus grandes l'entourent. **On redoutera la moindre équivoque.**

Une dépêche d'hier de l'**A.F.P.** citant un éditorial du journal « **LE MONDE** » rapportait ceci :

« M. Menderes doit se rendre prochainement en Egypte et cherchera sans doute à emporter les dernières hésitations du Caire devant la création d'un pacte d'assistance collective en Proche-Orient. La Turquie, conclut « LE MONDE », paraît convaincue que le moment est venu d'attaquer de front les gouvernements arabes pour les inciter à se joindre au dispositif turco-pakistanaï sans abandonner pour autant la défense des principes énoncés dans le pacte de la Ligue arabe ».

Il s'agit de savoir ce que l'on entend par les mots « **se joindre au dispositif turco-pakistanaï** » **CAR TOUTE LA QUESTION EST LA.** Si un lien militaire doit s'établir d'une façon quelconque entre les pays arabes méditerranéens et le Pakistan, il vaut mieux renoncer au Pacte. Aucune « **défense collective** » ne légitimera un tel égarement. Les Arabes méditerranéens ne doivent accepter d'assumer aucune responsabilité au-delà de l'hinterland méditerranéen. Il ne peut pas être question d'une soudure stratégique qui nous jetterait tous dans l'océan Indien.

Un « **Pacte du Proche-Orient** » irait normalement de l'Egypte à la Grèce (ou de la Libye à la Grèce). Il s'élargirait ensuite à volonté sur le plan méditerranéen. Voilà quatre ou cinq ans que nous parlons de ces choses qui paraissent mûrir enfin.

Le Gouvernement d'Ankara est l'allié naturel du Pakistan ; nous nous bornerons nous autres à être les bons amis du Pakistan ; nous ne perdrons de vue à aucun moment que la partie orientale du Pakistan, la partie la plus peuplée, touche à la Birmanie et à la Chine. NOUS NE POUVONS PAS, SANS FOLIE, NOUS LAISSER ENTRAINER SI LOIN.

C'est au Gouvernement d'Ankara, en premier lieu, de mesurer cela ; c'est à lui de proposer au Gouvernement du Caire une forme qui tienne compte de la situation de l'Egypte en Méditerranée et de la nôtre ; qui tienne compte des responsabilités de l'Egypte en Méditerranée auxquelles la Syrie et le Liban ne se dérobent point.

Le Gouvernement du Caire, nous l'espérons bien, verra les choses avec lucidité. **Gamal Abdel-Nasser dans la mesure exacte où il se rapprocherait politiquement de Karachi et de Djakarta, préparerait la chute de son Gouvernement et le triomphe de ses**

ennemis. L'idéologie de Karachi et de Djakarta suffirait à ruiner la « révolution égyptienne ».

Ce que nous écrivons ici, nous serions heureux qu'il fût mis sous les yeux du président Gamal Abdel-Nasser d'une part et du président Menderes de l'autre. Nous serions reconnaissants aux représentants de l'Égypte et de la Turquie au Liban d'y veiller. La vigilance du Caire et d'Ankara ne sera sans doute pas en défaut ; **mais, dit le proverbe, **un homme averti en vaut deux.****

Jamais le Liban n'a été plus près de l'Égypte. La politique que nous défendons signifie pour l'Égypte l'ordre dans le présent et pour l'avenir, le salut. S'ils se perdaient dans le sillage asiatique, l'Égypte et le Proche-Orient arabe ne seraient plus qu'une ombre avant dix ou vingt ans. Nous ne sommes pas résignés, Dieu merci, à un tel asservissement, à une telle déchéance, sous le poids de l'idéologie et du nombre.